



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

6 janvier 2025

N° 322

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- Mettre fin à la dictature des gangs !

Leur Société

⇒ Page 2

- La barbarie des gangs : reflet du capitalisme en décomposition
- Croix-des-Bouquets : sous la coupe réglée des gangs
- Bernard Mevs : un hôpital de plus incendié par les gangs

⇒ Page 3

- Des intempéries comme signaux d'alerte à la population
- Une augmentation de salaire pour tous les travailleurs !
- Prise en otage de deux employés de MSC Plus

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- Non renouvellement de la loi HOPE/HELP
- Le secteur textile continue de se désenfler

⇒ Page 4

- Ane 2024 la, se yon katastwòf pou klas travayè a !

Dans l'international

⇒ Page 4

- Syrie : la chute du dictateur n'est pas la libération du peuple

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

EDITORIAL

METTRE FIN À LA DICTATURE DES GANGS !



Si les gangs font planer le spectre de leur dictature sur l'ensemble du pays, les habitants de nombreuses régions des départements de l'Ouest et de l'Artibonite subissent déjà de plein fouet la loi de ces criminels. C'est une dictature sans fard que seule la mobilisation populaire à l'échelle nationale peut stopper.

La vie sous la coupe des gangs est un enfer quotidien. Les habitants expérimentent l'horreur de la cohabitation forcée avec ces bandes d'assassins qui exercent un véritable droit de vie et de mort sur les riverains qui sont soumis, bâillonnés voire zombifiés. Les vols, viols, et massacres deviennent des faits divers. À Wharf Jérémie, à Port-au-Prince, des parents de victimes du massacre d'environ 300 personnes ont même été contraints de manifester en faveur de Micanor, le bourreau de leurs proches, sous peine de représailles.

Les bandits tranchent tous les conflits au sein du quartier, parfois par des jugements expéditifs qui se soldent par des exécutions sommaires. Ils mettent en prison dans leurs propres geôles improvisées ceux qu'ils jugent "coupables". Les femmes et les filles, quant à elles, sont considérées comme leur propriété : ils choisissent qui ils veulent, quand ils veulent, et brisent des vies en toute impunité. Ce sont eux qui décident des règles du quotidien dans les quartiers sous leur emprise. Les activités économiques permettant aux riverains de joindre les deux bouts sont fortement paralysées en raison des rançons constantes imposées par ces malfrats. La situation est tout aussi insupportable pour les habitants qui ont été chassés de leurs quartiers et survivent dans des camps dépourvus de tout.

Dans l'Artibonite, autre département en proie à l'anarchie des gangs, les massacres, d'une sauvagerie indicible, ne font aucune exception : enfants, femmes enceintes, vieillards, etc. Les gangs y règnent comme des seigneurs de guerre, imposant des tribus même pour cultiver son propre champ et infligent des tortures

abominables aux otages. Tomber sous la coupe des gangs, c'est plonger dans l'horreur d'une dictature plus que bestiale.

Ce qui a protégé jusqu'à maintenant les autres zones comme Canapé-Vert, Bourdon et Pétiou-Ville, c'est la vigilance des habitants de ces quartiers qui ont prouvé qu'ils peuvent opposer la violence de la légitime défense à la violence des gangs. Cette peste progresse et s'étend peu à peu de quartier en quartier tout en contrôlant et en administrant les territoires conquis.

Tous les autres départements du pays devraient être en état d'alerte rouge. Ils sont légion en province à croire que la menace est lointaine, que les gangs ne parviendront jamais jusqu'à eux. C'est naïf de penser ainsi. La naïveté, l'absence de solidarité et de mobilisation viennent paver la route à ces hordes d'assassins, d'incendiaires et de violeurs.

Les gangs ont déjà des antennes partout. Non seulement leurs moyens financiers le leur permettent, mais aussi la grande misère qui gagne du terrain et sert de terreau à cette peste.

Les témoignages qui n'en finissent pas sur la bestialité criminelle de ces bandes armées devraient convaincre les plus tièdes des habitants à participer à cette nécessaire vigilance active et prendre part à toute action de légitime défense.

La seule manière de faire obstacle à l'avancée des gangs est une mobilisation permanente sur tout le territoire national. L'alerte doit être lancée dans toutes les villes, toutes les communes et sections communales. L'heure est donc à la vigilance et à la mobilisation partout en vue d'endiguer ce fléau qui s'abat sur la population. L'avenir des classes populaires de ce pays en dépend !■

LA BARBARIE DES GANGS : REFLET DU CAPITALISME EN DÉCOMPOSITION

L'année 2024 restera marquée par l'ensauvagement et les monstruosité des gangs de Viv ansanm qui ont plongé le pays dans un chaos indescriptible. Port-au-Prince, la capitale, est transformée en un vaste tombeau à ciel ouvert. Des massacres effroyables, comme ceux du Wharf Jérémie, de Cité Soleil, de l'hôpital général, et aussi de Savien dans l'Artibonite, laissent des dizaines, parfois des centaines de morts, sans parler des exactions de ces forcenés au quotidien, des fusillades dans les transports en commun, et des nombreuses victimes de balles perdues.

Selon l'ONU, depuis le début de l'année 2024, plus de 5 358 personnes ont été tuées et 2 155 blessées. Le taux d'homicides a atteint 40,9 pour 100 000 habitants. Des chiffres certainement très en dessous de la réalité. Par ailleurs, d'autres drames anonymes mais récurrents, liés à la dictature des gangs ne sont pas ébruités, comme ces dizaines de personnes qui périssent noyées de temps à autre, en tentant de traverser les mers pour échapper à cet enfer.

On parle maintenant de 85% de la capitale sous l'emprise des gangs de Viv

ansanm. Entre mars et juin 2024, le nombre de déplacés internes est passé de 362 000 à plus de 578 000. Ce chiffre excède deux millions maintenant avec les nouveaux camps de l'année, en plus de ceux qui existaient et qui sont déjà saturés ; des dizaines de milliers de personnes fuyant les violences et survivant dans des conditions infra-humaines.

Gangrénant chaque recoin de la capitale, les bandits imposent leur loi par la terreur, saccageant et incendiant tout sur leur passage tandis que les dirigeants de l'État, nuls, corrompus et complices, se livrent à une course effrénée pour siphonner les caisses publiques comme des tiques sur le dos des animaux.

Haïti est aujourd'hui presque coupée du monde. Ses routes nationales, ses ports et son principal aéroport sont devenus quasi-inaccessibles. Ce blocus non déclaré officiellement étouffe la population. Les conséquences économiques de cette catastrophe sociale sont dévastatrices. Les parcs industriels, Sonapi, Caracol, etc. sont presque déserts, aggravant un chômage déjà endémique.

Le secteur informel, colonne vertébrale de l'économie haïtienne, est asphyxié. Les

marchés publics sont devenus des zones de non-droit. Les électriciens, plombiers, maçons, etc. sont frappés de plein fouet : les chantiers sont arrêtés, plongeant des milliers de travailleurs dans un chômage absolu. En 2024, l'économie haïtienne a connu sa sixième année consécutive de récession.

Mais la barbarie des gangs n'est ni un accident ni une fatalité, c'est le reflet d'un système social pourri. En Haïti, comme en Palestine, cette escalade de violences aveugles révèle l'impasse d'un système à bout de souffle. Les bombes lâchées par Israël sur des hôpitaux, des écoles et des quartiers résidentiels tuent des enfants par centaines.

Ces violences, qu'elles soient exercées par des gangs ou des États sont le produit d'un système en crise, où le profit prime sur la vie humaine.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme en putréfaction, utilise ces violences pour semer la terreur et perpétuer un ordre mondial basé sur l'exploitation et la domination.

La seule réponse possible est la mobilisation des travailleurs et des opprimés, en Haïti, en Palestine et ailleurs, pour renverser cet ordre capitaliste et bâtir un monde où l'humanité prévaudra sur la barbarie. ■

CROIX-DES-BOUQUETS : SOUS LA COUPE RÉGLÉE DES GANGS

Les gangs criminels notamment ceux des 400 Mawozo règnent sans partage sur les communes de la Croix-des-Bouquets, de Ganthier et de Thomazeau.

Après avoir chassé les autorités étatiques, les bandits ont mis en place leur pouvoir qu'ils imposent par la terreur à la population. C'est avec une tranquillité apparente qu'ils mettent en place une administration dont les activités se résument pour l'essentiel aux actes de rapine et de spoliation de la population.

Ils établissent des points de péages tout au long des routes. Chaque péage est souvent tenu par une dizaine de bandits lourdement armés. Dans les marchés les gangs dépouillent quotidiennement les vendeurs, les petits marchands. Ce sont eux qui vendent des places aux commerçants qui étalent leurs marchandises. Et ils peuvent chasser un occupant à tout moment ou exiger de lui de verser des sommes supplémentaires. Ils font des prélèvements qu'ils appellent recettes à longueur de

journée et il faut payer, que les affaires soient bonnes ou mauvaises. Les gangs ont poussé l'arbitraire si loin qu'ils font payer aux acheteurs les brouettes utilisées pour transporter leurs provisions en dehors du marché.

Les criminels armés défilent parmi des passants inquiets, ils remplacent les agents de l'ordre. Les habitants sont conscients qu'ils vivent une prison à ciel ouvert, où leur vie quotidienne dépend des malfrats, des assassins. Ils rythment la vie des habitants. Ils peuvent décider que personne ne sorte de chez soi et personne ne peut passer outre.

Sur les routes les bandits exigent à chaque passager, quel que soit son âge de payer un droit passage à chaque péage.

Ce qui se passe à la Croix-des-Bouquets annonce ce que les gangs peuvent

faire du pays s'ils atteignent leur objectif. Seule la population, mobilisée et organisée en comité d'auto-défense peut les en empêcher. ■



BERNARD MEVS : UN HÔPITAL DE PLUS INCENDIÉ PAR LES GANGS

Dans la soirée du 16 au 17 décembre, les bandits du groupe criminel « Viv ansanm » ont mis le feu à l'Hôpital Bernard Mevs. Cet acte s'inscrit dans un contexte de recrudescence des activités criminelles des bandits contre la population.

Une partie de ce centre hospitalier privé, considéré comme une référence dans le pays pour la prise en charge de certaines pathologies s'est envolée en fumée. L'incendie produit au moyen de cocktails Molotov a ravagé 4 salles d'opérations, un laboratoire, 2 scanners et l'administration, ont rapporté les responsables.

Situé à l'entrée du village Solidarité sur la Route de l'aéroport, l'environnement de l'hôpital était détérioré. La zone était devenue inaccessible depuis que les gangs du quartier limitrophe Simon Pelé avaient

occupé les ruelles du village Solidarité. Les criminels avaient placé un container à l'entrée même de l'hôpital.

Le lendemain de l'incendie, les réactions de tous horizons ont déploré cet acte criminel. Dans un communiqué, le Gouvernement avait annoncé qu'il « n'y aura ni répit, ni tolérance pour ceux qui menacent la sécurité et la vie de nos concitoyens. » Une fanfaronnade pour masquer leur inutilité.

Plus d'une trentaine de centres hospitaliers, vandalisés et pillés depuis le 29

février 2024 ont cessé leurs activités dans le département de l'Ouest.

Mais les bandits ne s'en prennent pas seulement aux hôpitaux. De nombreux locaux logeant des universités, des écoles classiques, des bibliothèques, des salles de spectacle ont connu le même sort.

Les bandits sont en train de faire basculer tout le pays dans la barbarie à moins que la population ne se réveille et les mette hors d'état de nuire. ■

DES INTEMPÉRIES COMME SIGNAUX D'ALERTE À LA POPULATION

Exceptionnelles pendant les mois de novembre et décembre, des intempéries ont touché plusieurs départements du pays. Les villes du Cap-Haïtien, de Port-de-Paix, des Cayes et de Jérémie étaient sous les eaux. Les dégâts occasionnés mettent en lumière l'état d'abandon total de la population par ces autorités qui trop souvent se préoccupent plus de leurs poches que la protection des riverains par des travaux d'entretien des villes.

Selon un bilan provisoire de la Protection civile, 13 personnes sont décédées, dont 7 à Port-de-Paix, une portée disparue et 15 autres blessées lors d'inondations survenues dans les départements du Nord, du Nord-Ouest, de la Grand Anse et des Nippes. Plus de 500 maisons ont été détruites, une centaine endommagées et plus de 16 500 autres ont été inondées. La situation était particulièrement difficile dans la ville du Cap-Haïtien où 5 personnes sont mortes, plusieurs milliers de maisons inondées, d'autres effondrées.

De retour de la Colombie et bloquée dans la ville du Cap à cause de ce mauvais temps, une délégation présidentielle conduite par Leslie Voltaire a rencontré quelques habitants de la ville sur l'urgence de la situation. Prenant la parole, un habitant de la ville a craché sa vérité « L'État a

abandonné le département du Nord et la ville du Cap déclarée patrimoine national. Les moyens n'ont pas été disponibles pour nettoyer les canaux, ramasser les ordures qui envahissent la ville. La ville du Cap, ajoute-t-il, est en guerre à l'instar de Port-au-Prince mais c'est l'eau et les fatras qui font fuir les gens de leur demeure. Depuis le tremblement de terre de 2010, la ville accueille des gens en détresse, et maintenant fuyant la guerre des gangs dans le département de l'Ouest, des milliers de personnes arrivent au Cap-Haïtien. Si rien n'est fait, la ville va tout simplement disparaître »

Dans la nuit du 20 décembre 2024, c'est la ville de Port-de-Paix qui a été frappée par une inondation dévastatrice. Selon un bilan de la Protection civile rapporté par Le Nouvelliste, ces intempéries ont causé 7 morts, 10 blessés graves, la destruction de plus d'une centaine de maisons, et des dégâts sur 500 autres. Environ 11 000 infrastructures (maisons, entreprises, etc.) et 20 véhicules ont été emportés par les

eaux. Là aussi, les habitants dénoncent : « les investissements dans l'entretien des infrastructures essentielles comme le curage des canaux, la protection des berges et la gestion des bassins versants pour sauver des vies et limiter les dégâts ont fait défaut »

Dans la Grand-Anse, deux personnes sont mortes, deux autres sont portées disparues et 13 autres blessées. 5 maisons ont été endommagées, plusieurs autres inondées suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues dans le département au début du mois de décembre.

La guerre des gangs, l'incurie et la corruption des dirigeants couplées aux intempéries constituent un véritable cocktail qui extermine la population. Ceux qui depuis des lustres dirigent le pays et concentrent dans leurs mains les richesses socialement produites ont échoué. Aux masses exploitées de leur botter le cul pour faire éclore une société qui mettra la protection et la satisfaction des besoins de la population laborieuse au premier plan. ■

UNE AUGMENTATION DE SALAIRE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

Après plusieurs semaines de grève, les employés de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont obtenu des concessions de la part du gouvernement : une carte de débit créditée de 25 000 gourdes mensuellement et une prime trimestrielle de 50 000 gourdes. Bien que cette victoire soit une reconnaissance légitime face à la flambée du coût de la vie, elle reste très insuffisante. Ces primes ponctuelles ne peuvent remplacer une augmentation de salaire généralisée et pérenne pour tous les travailleurs haïtiens.

Ces primes, par nature précaires, peuvent être supprimées par n'importe quel gouvernement, rendant les employés encore plus vulnérables face aux aléas politiques. Elles ne sont qu'un pansement temporaire

sur une plaie béante.

De plus, elles ne sont pas prises en compte pour le calcul des droits fondamentaux tels que les congés payés, les boni ou les retraites. Pire encore, elles ne concernent qu'une poignée de travailleurs, laissant la majorité des employés de la fonction publique – en particulier ceux au bas de l'échelle – dans une situation de précarité croissante.

Face à une inflation galopante et à la flambée générale des prix des produits de base, du logement et des transports, une augmentation de salaire est indispensable pour tous les employés, qu'ils soient du secteur public ou privé. Tous subissent les mêmes pressions économiques.

Alors que les hauts fonctionnaires continuent de profiter d'avantages scandaleux, la grande majorité des travailleurs peine à survivre. Pourtant, ce sont eux qui, malgré l'insécurité et les difficultés quotidiennes, assurent le fonctionnement des services essentiels et maintiennent la société debout.

Étendre ces mesures d'augmentation salariale à tous les travailleurs ne représenterait qu'une infime fraction des ressources produites par les travailleurs et dilapidées par les dirigeants politiques et économiques du pays. Les travailleurs, contrairement aux dirigeants corrompus et aux riches, ont droit à des conditions de vie décentes, à la hauteur de leur contribution indispensable à la société. ■

PRISE EN OTAGE DE DEUX EMPLOYÉS DE MSC PLUS

Le 12 décembre 2024, le chef de gang Vitelhomme Innocent a kidnappé deux employés de MSC Plus, une quincaillerie basée à Tabarre. Dans des déclarations faites à la presse, le gangster voulait ainsi reprocher aux responsables d'avoir ignoré

les criminels de son gang « krazé Baryè » pour sécuriser une entreprise qui se trouve sur son territoire. Fidèles à leurs habitudes, ces assassins s'en sont pris aux travailleurs au lieu de s'attaquer aux nantis. ■



DANS LES ENTREPRISES

NON RENOUVELLEMENT DE LA LOI HOPE/HELP

Les industriels haïtiens sont vent debout depuis le non renouvellement de la loi HOPE/HELP par le congrès américain le 20 décembre 2024. Si pendant des années,

les avantages de cette loi ont permis aux patrons de tout bord d'accroître leurs capitaux par le vol du surtravail de la classe ouvrière, dans le même laps de temps, les travailleurs

ont dû boire le calice jusqu'à la lie avec un salaire minimum qui n'a jamais été au-dessus de 4 dollars par jour. ■

LE SECTEUR TEXTILE CONTINUE DE SE DÉSEMPLER

Présents pour recevoir la petite somme d'argent de fin d'année représentant le boni, le paiement des jours de congés annuels achetés par le patron et de quelques jours de la dernière quinzaine de travail, les ouvriers de chez Richard au parc Sonapi ont

été surpris d'apprendre la fin des opérations de leurs usines. Ils rejoignent ainsi des milliers d'autres jetés au chômage depuis de nombreux mois. Avec le non renouvellement de la loi Hope, la situation risque de s'aggraver encore plus. ■



PAWÒL TRAVAYÈ

Ane 2024 la, se yon katastwòf pou klas travayè a !

Depi anviwon 5 lane, lavi nou, ki te deja yon masuife vin tounen yon lanfè depi lè gang tabli yon diktati krazezo sou popilasyon an. Bandi sa yo ap ekzekite yon plan pou antere nou tou vivan.

Diktati bandi yo deja lakòz plizye milye ouvriye-ouvriyèz pèdi travay yo. Zòn endistriyèl la, Pak Sonapi prèske blanch. Se kèk grenn faktori kap fonksyone. Tarif yo disèt wotè, ti ponyen ouvriye ki rete yo ap fè travay majorite ki revoke yo, pa gen ajisteman salè malgre kou lavi a ap monte chak jou. Anpil ouvriye konn pase jounen san manje. Nan yon kenzen travay, pafwa se 2 jou sèlman nou reyalye ladann.

Zak kriminel gang yo vin ogmante chomaj, mizè, lavichè, malnitrisyon, dèt, koutponya, elt. Gang, patwon ak gwo komèsan yo mete tèt yo ansanm pou depafini klas travayè a.

Lavi nou andanje chak jou, toupato. Gang ap tire bal maten, midi, swa. Lapolis ap tire bò pa li. Ouvriye yo pran bal lakay yo, nan izin yo, ak lè yo sou wout pou yal travay oubyen pou rantre lakay yo. Plizyè nan nou mouri anba bal, anpil lot blese. Nou tounen yon bann mò anvakans. Nou pa manje pwa men nap bay lapire.

Ane ale, ane vini, sityasyon nou menm travayè yo ap vin pi mal. Alòske se nou menm ki kreye tout richès ki genyen yo ak fòs travay nou.

Malgre sityasyon pete fyèl sa a, te gen plizyè mouvman pwotestasyon anndan kèk izin pou denonse move kondisyon travay e ekzije amelyorasyon. Se chemen sa yo nou dwe kontinye suiv pou ane kap 2025 kap vini an. Se sèl fason pou nou rale yon souf anba zago loray yo.

Se nan batay nap rive rache yon ajisteman salè, jwenn yon sibvansyon ki kadre ak kou lavi a pou tout travayè, kit sa kap travay, kit sa ki nan chomaj. Se nan batay tou ak rès popilasyon pòv la nap rive dechouke gang nan katye yo ak gang ki kenbe tout richès peyi a anba zago yo.

OTR-UCI, madi 11 desanm 2024
An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

Le 8 décembre dernier, Bachar Al-Assad, a été contraint d'abandonner le pouvoir sous la menace d'un groupe de rebelles en provenance d'Alep qui ont pris le contrôle de Damas. Ainsi s'est achevé le long règne de la dynastie des Assad. Ayant succédé à son père, Hafez Al-Assad, en juillet 2000 Bachar Al-Assad à lui seul a cumulé 24 années au pouvoir en Syrie. Le surnommé « Boucher de Damas » a instauré un régime sanguinaire, pire que celui dont il avait hérité. Nous publions ci-après un extrait d'un article paru le 18 décembre 2024 dans Lutte Ouvrière (France).

SYRIE : LA CHUTE DU DICTATEUR N'EST PAS LA LIBÉRATION DU PEUPLE

Celui que tous représentent comme le sauveur est Abou Mohammed Al- Jolani, nom de guerre qu'il a abandonné au profit du vrai, Ahmed Al- Charaa. Djihadiste, ancien d'Al-Qaida, il est le chef d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une des milices qui sévissent en Syrie depuis que le printemps arabe de 2011 s'est transformé de mouvement populaire en guerre de bandes contre l'armée de Bachar Al-Assad, sauvé en 2015 par la Russie [...] L'appui de la Turquie, qui a financé et armé Al-Jolani, sa capacité à gérer la région d'Idlib et, surtout à y maintenir l'ordre, ont fait de lui l'homme de la situation.

.....

Al-Jolani doit maintenant opérer la passation entre l'ancien pouvoir et le nouveau. Les fonctionnaires sont invités à revenir travailler, les soldats de l'armée d'Assad à ne pas s'inquiéter, de même que les policiers. Le but est à l'évidence d'éviter un chaos semblable à celui qui avait suivi la destruction brutale de l'appareil d'État de Saddam Hussein à l'issue de la guerre menée par les États-Unis contre l'Irak en 2003.

.....

À l'espoir suscité par la chute de la dictature se mêle en effet l'inquiétude face à l'avenir. Plus de 95 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'inflation est galopante, les prix à la consommation ayant été multipliés par 55 entre 2011 et fin 2022, selon les chiffres de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies. Trois jours après la chute du régime, le dollar avait bondi de près de 50 % par rapport à la devise du pays.

Les infrastructures sont toujours à terre : 7 000 écoles ont été détruites ou endommagées, et plus de 2 millions d'enfants sont déscolarisés, selon l'Unicef. Quelle garantie la population a-t-elle qu'elle pourra manger à sa faim, se loger, que les hôpitaux et les écoles seront reconstruits, qu'elle aura la liberté de s'exprimer, de s'organiser, et pour les femmes de ne pas porter le hidjab ?

Derrière Al-Jolani, les puissances impérialistes et régionales se tiennent en embuscade, chacune avec ses propres objectifs. L'État d'Israël, après avoir occupé une nouvelle zone du plateau du Golan, a bombardé jusqu'à Damas et à la région côtière, qui abrite une base navale russe. Les forces armées kurdes, qui sont appuyées par les États-Unis et occupent une zone au nord-est de la

Syrie, sont confrontées à la Turquie, qui veut les en chasser. Celle-ci cherche en effet à régler un double problème : empêcher les Kurdes d'unifier leur territoire en établissant une zone tampon, voire réussir à renvoyer les 3 millions de Syriens réfugiés sur son sol. Les États-Unis, eux, ont près de 1 000 soldats sur place. Ils ont bombardé les poches occupées par l'État islamique pour empêcher cette milice, bien plus incontrôlable de leur point de vue, de profiter de la situation.

.....

La population n'aura aucune garantie de voir son sort changer si elle s'en remet à de prétendus sauveurs, des seigneurs de guerre et des grandes puissances qui ne sont préoccupés que par le maintien de leur domination. ■



Image de Bachar Al-Assad piétinée par un rebelle

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.